

«Alger appliquera la réciprocité»



«Nous attendons de voir le contenu de ces mesures pour décider ce qu'il y a lieu de faire», a déclaré M.Zerhouni.

«*Oeil pour oeil, dent pour dent*». L'Algérie compte rendre la monnaie de la pièce à ses partenaires américains et français.

Le principe de la réciprocité sera appliqué aux ressortissants de ces deux pays dans le cas où l'Algérie ne serait pas retirée de la liste noire. Interrogé par L'Expression sur ce sujet, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Yazid Zerhouni s'est dit favorable. «*Oui, si réellement c'est nécessaire, nous appliquerons ces mesures*», a-t-il répondu en marge de la clôture de la session d'automne, hier au Sénat. «

*Nous attendons de voir le contenu de ces mesures pour décider de ce qu'il y a lieu de faire* », a-t-il encore précisé.

La déclaration du numéro deux du gouvernement est loin d'être une simple réaction. Bien au contraire, elle traduit réellement que le gouvernement ne va pas céder.

Malgré la venue de l'émissaire de la Maison-Blanche, récemment en Algérie, le gouvernement ne décolère pas.

Ce dernier attend d'abord de voir si les Etats-Unis vont procéder à la révision de la liste pour réagir. A la question de savoir si l'émissaire du gouvernement Obama avait donné des garanties à l'Algérie, M.Zerhouni précise qu'il faut demander cela au département des Affaires étrangères.

Devant le mécontentement affiché par l'Algérie, Washington a dépêché en urgence récemment à Alger, sa sous-secrétaire adjointe chargée des Affaires du Proche-Orient au département d'Etat, Mme Janet Sanderson, pour apaiser la tension. A l'issue de ses entretiens avec les responsables algériens, Mme Sanderson a déclaré que «*ces nouvelles mesures entrent dans le cadre d'un processus qui peut changer*

». Se voulant rassurante, Mme Sanderson avait affirmé que son pays «s'est engagé à poursuivre des discussions avec l'Algérie sur cette question» en réitérant que «*ces mesures peuvent être changées* ».

Or, Alger n'est toujours pas rassurée et veut du concret. Preuve en est, après son départ, le chef de la diplomatie algérienne Mourad Medelci est revenu à la charge en qualifiant cette décision de la Maison-Blanche d'«*inacceptable*». «*C'est inacceptable de placer l'Algérie dans une liste de pays, dont les ressortissants sont soumis à des mesures spécifiques de contrôle vers ou à partir des points d'entrée aériens américains*

», avait déclaré M.Medelci en marge de la cérémonie de sortie de la 8e promotion de secrétaires du corps diplomatique et d'attachés des Affaires étrangères tenue le 25 janvier dernier.

Le gouvernement algérien, qui est une référence dans la lutte antiterroriste dans le monde,

## AU CAS OÙ WASHINGTON NE REVOIT PAS SA LISTE NOIRE

Écrit par Nadia BENAKLI - KAYENA

Mercredi, 03 Février 2010 01:56

---

n'arrive pas à admettre ces mesures. M.Zerhouni a estimé que la situation sécuritaire s'est nettement améliorée ces derniers temps. « *Vous l'avez constaté vous-mêmes, qu'il y a moins d'attentats par rapport aux années précédentes* », souligne-t-il à l'adresse des journalistes. Sur le dossier de la corruption, le ministre pense que ce phénomène n'est pas propre à l'Algérie.

Se référant aux scandales de l'autoroute Est-Ouest et de la Sonatrach, le ministre assure que ce n'est pas une opération mains propres. « *Il faut laisser la justice faire son travail et il ne faut pas se substituer à elle* », a-t-il insisté.

[L'Expression](#)